

L'hommage de Tebboune aux habitants de Blida

302 personnes atteintes
38 nouveaux cas
confirmés, deux décès

Page 2

Les DEBATS

Votre quotidien national

Coronavirus

L'Institut Pasteur adopte de nouvelles méthodes de dépistage

Débordé ces derniers temps en raison du nombre grandissant de cas suspects, l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) devra adopter de nouvelles méthodes de dépistage du Coronavirus, suite à l'application des mesures de confinement pour certaines régions.

Page 3



En dépit des restrictions budgétaires

Le plan «Zones d'ombre» est maintenu



Par Saâd Taferka

Les actions de développement et d'amélioration des conditions de vie, que le gouvernement compte mettre en œuvre en faveur de l'arrière-pays rural, sont intégrées, depuis le début de l'année 2020, dans le programme intitulé «développement des zones d'ombre».

C'est là, selon une déclaration du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, faite au début du mois en cours, «un plan d'urgence qui sera lancé incessamment pour prendre en charge les besoins des habitants des zones d'ombre, en vue de réduire les inégalités de développement à travers le territoire national». Il s'agit des opérations de désenclavement des zones isolées et d'assistance aux populations vulnérables, ainsi que de règlement des problèmes urgents de développement au niveau de ces régions. On apprend que ce programme d'urgence est conçu sur la base d'une cartographie réalisée par le gouvernement, ayant pour objectif d'identifier, «pour la première fois», les zones d'ombre en Algérie, selon les termes du Premier ministre.

Les collectivités locales et des services techniques au niveau des communes et des daïras ont pu recenser, au début du mois en cours, plus de 15 000 bourgades et hameaux classés dans la catégorie connue désormais sous le nom de «zones d'ombre». On y a dénombré 9 millions d'habitants, soit le 1/5e de la population totale du pays, répartis en 1,3 millions d'habitants dans les wilayas du Sud, 3,2 millions dans les wilayas des Hauts Plateaux, et 4,5 millions dans la bande Nord du pays.

Intervenant lors de l'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (Cnes), le 9 mars dernier, Abdelaziz Djerad a fait savoir que «l'État a hérité de la gouvernance antérieure d'une situation catastrophique, marquée, entre autres, par une fragilisation de la situation sociale de notre pays à travers les disparités dans le développement des territoires et de graves dysfonctionnements au niveau de l'accès des citoyens aux services publics de base».

Pages 4 et 5

Durant le mois de janvier

Les recettes douanières en hausse

Page 5



Produits de large consommation

Un comité de crise pour le suivi de l'approvisionnement des marchés

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a procédé mardi à l'installation, au niveau du ministère, d'un comité de crise chargé du suivi des conditions d'approvisionnement du marché national en cette conjoncture marquée par la propagation du coronavirus, a indiqué un communiqué du ministère.



Par Rachid Chihab

Outre le suivi des conditions d'approvisionnement des marchés, notamment en produits de large consommation, le comité aura à intervenir immédiatement en cas de dysfonctionnement ou de perturbation d'approvisionnement et prendra, à cet effet, toutes les mesures nécessaires pour garantir la stabilité du marché, a précisé le communiqué. Il œuvrera également pour l'anticipation des cas pouvant conduire à une perturbation d'approvisionnement du marché et la prise de toutes les mesures d'urgence en cette conjoncture ainsi que l'exploitation et l'analyse de toutes les données fournies par les direc-

tions concernées. Le comité tiendra des réunions quotidiennes et présentera un rapport quotidien détaillé au ministre du Commerce, a indiqué le communiqué, précisant que les travaux dudit comité resteront ouverts jusqu'à ce que les raisons de sa création ne cessent d'exister. Présidée par le Secrétaire général du ministère, ledit comité regroupe le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités, le directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude, un directeur d'études au Secrétariat général, le directeur du marché et des professions réglementées, la directrice du contrôle des pratiques commerciales et anticoncurrentielles et le directeur du contrô-

le de qualité et de répression de la fraude. Il se décline, ajoute la même source, en quatre sous-comités: celui des wilayas du Centre, composé des deux directeurs régionaux d'Alger et de Blida et les directeurs du commerce de ces deux régions, et le sous-comité des wilayas de l'Ouest, composé des deux directeurs régionaux d'Oran et de Saida ainsi que les directeurs du commerce de ces deux wilayas. Le sous-comité de l'Est est composé des directeurs régionaux de Batna, Sétif et Annaba et les directeurs des trois wilayas, alors que celui des wilayas du Sud est constitué des deux directeurs régionaux de Ouargla et de Béchar et des directeurs du commerce de ces deux wilayas, a conclu le com-

munié. Pour rappel, les commerçants du gros et de détails ont procédé la semaine dernière, à des augmentations des prix des produits alimentaires tels la pomme de terre, la semoule et la farine. L'intervention des directions du commerce appuyées par les services de sécurité a permis un retour partiel à l'anormale. Plusieurs dizaines de commerçants seront présentés en justice pour non respect de la réglementation. A noter que des pénuries de la semoule sont signalées dans plusieurs localités pays ces derniers jours. Une situation qui devrait s'améliorer au cours des prochains jours, avec l'augmentation des quantités de blé dur et tendre qui seront livrées aux moulins. R. C.

Coronavirus

38 nouveaux cas confirmés, deux décès

Trente-huit nouveaux cas de coronavirus, dont deux décès, ont été enregistrés, hier en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 302 et les décès à 21, a indiqué le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Le nombre de cas confirmés dans la wilaya de Blida est de 150. Par ailleurs 24 personnes atteintes du virus se sont rétablies.

ENIEM

Arrêt d'activité jusqu'au 21 avril

L'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) a décidé d'arrêter ses activités jusqu'au 21 avril prochain, vu le taux d'absentéisme important enregistré dimanche suite à la mesure de suspension du transport, a indiqué, mardi, la direction générale de cette entreprise publique. Dans un communiqué parvenu à l'APS, l'ENIEM a précisé que suite à la pandémie de Covid-19 et "vu le taux d'absentéisme important enregistré, durant la journée du 22 mars dernier, lié à la mesure de suspension du transport, "l'employeur et le partenaire social se voient contraints de convenir d'un arrêt de travail du 22 mars courant au 21 avril prochain".

Cet arrêt d'activité est également lié à "des problèmes de dédouanement de matières premières au niveau des ports et aéroports", ajoute le même communiqué qui a sanctionné une séance extraordinaire du Conseil de direction de l'ENIEM élargi aux membres du bureau du Comité de participation tenue dimanche dernier pour débattre de la situation épidémiologique relative au Coronavirus.

Suite à cet arrêt d'activité, l'ENIEM a demandé à l'ensemble des directeurs d'organiser le départ en congé de leurs personnels sur la base de trois mesures qui sont l'épuisement des reliquats de congés, anticipation sur le congé annuel 2019/2020, ou congé sans solde comme ultime mesure avec la possibilité d'obtenir une avance sur salaire sur demande du travailleur et dont "le remboursement se fera selon un échéancier à déterminer", est-il précisé dans le même communiqué, signé par le P-dg de l'ENIEM, Djilali Mouazer. H. M.

Pour ne pas affaiblir l'immunité de l'individu

Appel à ne pas céder aux rumeurs et à la peur

La Pr Nacira Ahcene Djaballah, spécialiste en psychologie a appelé à ne pas céder aux rumeurs et à la peur qui peuvent créer un état de «panique», du fait de la propagation de la pandémie du Coronavirus, ce qui est susceptible d'affaiblir l'immunité de l'individu et de l'exposer davantage à des pathologies graves.

Dans une déclaration à l'APS, mercredi, la psychologue a recommandé aux citoyens de «ne pas céder aux rumeurs et à la peur qui peuvent créer un état de panique et de stress, face à la propagation du Coronavirus, ce qui est susceptible d'affaiblir l'immunité de l'individu et de l'exposer davantage à des pathologies graves».

Qualifiant le Coronavirus

d'«ennemi occulte», M^{me} Ahcene Djaballah a estimé que la lutte contre la propagation de cette pandémie était du devoir et de la responsabilité de tout un chacun, notamment à travers «le respect et l'application de toutes les recommandations et orientations des autorités publiques et des spécialistes pour la lutte contre la propagation de ce virus transfrontalier qui ne fait aucune distinction entre les personnes».

«Le citoyen a assez de volonté et d'énergie pour faire face à ces circonstances difficiles caractérisées par des contradictions, de nouvelles donnes et des évolutions effrénées», a-t-elle ajouté.

Concernant l'emploi du temps durant le confinement sanitaire, la

même spécialiste a appelé à l'importance de se focaliser sur les aspects éducatif et socio-psychologique inhérents à l'enfant, tout en incitant les Hommes à accomplir les petites bricoles en reste à l'instar de la réparation de certains appareils électroménagers et autres travaux manuels.

Concernant les femmes, la psychologue a estimé que «le problème ne se pose même pas, ces dernières étant habituées à s'occuper de la famille en toute circonstance, en période de fêtes ou lors des occasions particulières».

Elle a, d'autre part, préconisé de saisir cette conjoncture difficile pour «réunir la famille» divisée par les multimédia, proposant aux familles de regarder ensemble un

film social ou de combler le vide par certains jeux ludiques ou pédagogiques, appelés communément les jeux de société. Pour sa part, Mme Rachida Merad, docteur en psychologie de la wilaya d'Oran a insisté sur la nécessité de renforcer l'action des médias pour lutter contre «les troubles obsessionnels compulsifs (TOC)» auxquels toutes les catégories de la société sont exposées ces derniers jours.

Elle a affirmé, en outre, qu'il faut lutter contre l'idée d'être contaminé au virus qui, pour bien des personnes, est synonyme de «mort», soulignant que le respect des mesures préventives est le moyen de se prémunir contre la pandémie. «Il faut faire preuve de civisme» et ne pas être pris au

piège de la panique, a-t-elle ajouté.

Le citoyen algérien est «très attentif» aux informations diffusées par les médias étrangers et via les réseaux sociaux, développant en lui un état de panique, «d'autant que le virus a même atteint des symboles dans les pays occidentaux», a-t-elle observé.

«La société algérienne n'était pas prête à faire face à une telle conjoncture, ni sur le plan psychologique, ni sur le plan social», a poursuivi M^{me} Merad, soulignant que les médias, les autorités publiques, les associations et les spécialistes ont un rôle à jouer pour rassurer les citoyens et leur éviter l'état de panique.

R. N.

Coronavirus

L'Institut Pasteur adopte de nouvelles méthodes de dépistage

Débordé ces derniers temps en raison du nombre grandissant de cas suspects, l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) devra adopter de nouvelles méthodes de dépistage du Coronavirus, suite à l'application des mesures de confinement pour certaines régions.



Par S. A. Mohamed

Selon son Directeur général, Fouzi Derrar, «les mesures de confinement appliquées pour certaines régions permettront certainement d'endiguer la propagation de la pandémie, d'où l'impératif pour l'IPA d'adopter de nouvelles méthodes de dépistage du coronavirus et de se focaliser sur les cas symptomatiques». Concernant le nombre de cas enregistrés jusqu'à l'heure actuelle, le même responsable a précisé qu'il était faible (264 cas), par rapport à la propagation du coronavirus dans le monde et au nombre des cas testés qui s'élève à 2500, depuis l'apparition de cette pandémie en Algérie. Après l'entrée en service des différentes nouvelles annexes de l'IPA, le Laboratoire national

de référence (LNR) relevant de l'Institut Pasteur d'Alger subira moins de pression, a-t-il dit, ajoutant que l'annexe d'Oran est entrée en service ces derniers jours, en attendant l'entrée en service des annexes de Constantine, Tizi-Ouzou et Ouargla. S'agissant des souches de ce virus qui se propage en Algérie, M. Derrar a relevé que «les travaux scientifiques effectués par l'IPA démontrent qu'elles sont semblables à celles de France, ce qui signifie que le virus a été introduit de France». «L'Institut suit de près tous les développements en cours dans le monde concernant la propagation de la pandémie, notamment en France, pour identifier d'autres souches virales et prendre des mesures efficaces pour faire face à la situation», a-t-il ajouté. Déplorant les allégations

ciblant l'Institut, notamment en ce qui concerne le protocole de dépistage et de diagnostic du Covid-19, M. Derrar a souligné que l'Institut fonctionne «conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à celles en vigueur en Europe, en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique». Par ailleurs, il a affirmé que l'Institut qui est «un centre de référence pour l'organisation onusienne, met à jour continuellement ses informations, à travers les séminaires scientifiques internationaux et suit et applique ses instructions en fonction des développements enregistrés dans ce domaine». Concernant de faux négatifs (résultats) évoqués par certains, M. Derrar a expliqué que «la technique appliquée au niveau de l'Institut obéit aux recommandations internatio-

nales» et que les idées qui circulent «sont infondées et n'ont aucun sens scientifique», relevant que «l'Institut Pasteur a besoin davantage d'appui de la part la communauté scientifique et médicale pour pouvoir donner des orientations, les plus objectifs possibles, en cette conjoncture particulière que vit le pays». En plus donc des nouvelles méthodes de dépistage, l'ouverture prochaine des annexes de l'IPA, comme l'a souligné M. Derrar va permettre de diminuer la pression sur le laboratoire d'Alger mais aussi d'avoir les résultats dans les meilleurs délais. Beaucoup de citoyens estiment d'ailleurs que les délais d'attente sont trop longs (72 heures) alors qu'ailleurs où il est vrai, il y a plus de moyens, il suffit de quelques heures pour avoir les résultats.

S. A. M.

Après la décision de leur confinement

L'hommage de Tebboune aux habitants de Blida

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a rendu hommage, hier, aux habitants de Blida pour "leur patience devant le confinement". "Mes hommages à nos concitoyens de Blida pour leur patience devant le confinement imposé par le coronavirus. Ce n'est nullement une punition. Blida, le joyau de l'Algérie, ne peut être punie. Dieu et l'État sont avec vous et avec toute l'Algérie. Nous triompherons de l'épidémie et, si Dieu le veut, ce ne sera pas long. Nous devons tous nous conformer aux mesures préventives. Que Dieu préserve l'Algérie", a écrit le chef de l'État dans un tweet.

Le haut conseil de sécurité avait décrété, lundi, un confinement total pour les habitants de la wilaya de Blida et partiel (19h-7h) pour ceux d'Alger afin de lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus.

R. N.

Un tiers de la population mondiale confinée

Plus d'un tiers de la population mondiale, évaluée par l'ONU à 7,8 milliards de personnes en 2020, est contrainte de rester chez elle comme seule "stratégie opérationnelle" pour freiner la pandémie mondiale du Coronavirus (Covid-19) même si cette mesure drastique est jugée contraignante pour l'économie.

Plus d'un tiers de l'humanité s'est désormais retrouvée confinée chez elle après la décision de l'Inde, le deuxième pays le plus peuplé du monde derrière la Chine, de confiner ses 1,3 milliard d'habitants à partir de mercredi face au coronavirus qui sème le chaos et la panique à travers le monde.

"Souvenez-vous que même un seul pas hors de chez vous peut ramener la grave maladie du coronavirus dans votre foyer", a averti dans un discours à la nation le Premier ministre indien, Narendra Modi, dont le pays recense 519 cas de Covid-19, dont 10 morts.

Avec le confinement de l'Inde, ce sont 2,6 milliards de personnes désormais appelées à se cloîtrer chez elles, selon un comptage réalisé à partir d'une base de données d'agences de presse. Cela représente plus d'un tiers de la population mondiale, évaluée par l'ONU à 7,8 milliards de personnes en 2020. D'après un bilan établi par des agences à partir de sources officielles, plus de 18.000 personnes ont perdu la vie à cause de ce virus et plus de 400.000 cas d'infection ont été diagnostiqués dans 175 pays et territoires. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant plus que les cas nécessitant une hospitalisation.

R. I.

Création de la Commission de suivi du Coronavirus

Pour une communication «transparente» et «fiable»

La création de la Commission de veille et de suivi de la propagation du coronavirus répond au souci du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et du Gouvernement de mieux coordonner la communication pour être "la plus transparente, la plus fiable et la plus crédible possible", indique mercredi un communiqué du ministère de la Communication. La même source, ajoute que la création de cette commission "est d'autant plus nécessaire que les réseaux sociaux ont tendance à tout amplifier, avec une recrudescence de fausses informations et de chiffres erronés, ce qui est source d'anxiété supplémentaire dans

le pays". "En effet, des sources mensongères, manipulatrices et malveillantes agissent pour faire échec au dispositif d'encadrement, d'accompagnement et d'action sanitaires, scientifique et communicationnel de l'Etat dans la lutte acharnée contre l'extension du coronavirus". Le ministère rappelle que sur instruction du Président de la République, une commission scientifique nationale de veille, de suivi et d'information au sujet de la propagation du coronavirus et des mesures de lutte inhérentes a été installée dimanche 22 mars 2020 au Ministère de la Santé. Elle est présidée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M.

Abderrahmane Benbouzid, ancien chef de service orthopédie de l'Etablissement hospitalier spécialisé de Ben Aknoun, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, M. Ammar Belhimer, professeur de droit et ancien journaliste, et M. Abderahmene Lotfi Djamel Benbahmed, ministre délégué à l'Industrie pharmaceutique, pharmacien de formation.

La commission scientifique nationale de veille, de suivi et d'information a pour porte-parole M. Djamel Fourar, directeur de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, épi-

démologiste de spécialité.

Elle est composée du Professeur Ryad Mahyaoui, spécialiste de réanimation médicale, du professeur Smaïl Mesbah, infectiologue, du Dr. Abdelkrim Touahria, pharmacien et président de l'ordre national des pharmaciens, du Professeur Berkani Bekkat Mohamed, Président de l'ordre national des médecins, spécialiste des pathologies respiratoires, et le professeur Elias Akhamoukh, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital de Tamanrasset.

La commission scientifique nationale de veille, suivi et information "donne chaque jour au ministère de la Santé, de la population et

de réforme hospitalière un point de presse pour livrer l'état d'évolution actualisé de la propagation du Covid-19 à travers le monde et en Algérie, de même que les moyens mobilisés par l'Etat pour renforcer la lutte contre l'expansion du coronavirus".

Cette commission nationale de veille, de suivi et d'information "est l'ultime maillon d'une chaîne de spécialistes et d'experts nationaux qui œuvrent à progresser sur les diagnostics et les traitements. Elle vient renforcer les structures mises en place à l'échelle nationale pour aider le Gouvernement à mieux gérer la crise majeure à laquelle notre pays est confronté".

O. M.

En dépit des restrictions budgétaires

Le plan "Zones d'ombre" est maintenu

Les actions de développement et d'amélioration des conditions de vie, que le gouvernement compte mettre en œuvre en faveur de l'arrière-pays rural, sont intégrées, depuis le début de l'année 2020, dans le programme intitulé "développement des zones d'ombre".



Par Saâd Taferka

C'est là, selon une déclaration du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, faite au début du mois en cours, "un plan d'urgence qui sera lancé incessamment pour prendre en charge les besoins des habitants des zones d'ombre, en vue de réduire les inégalités de développement à travers le territoire national". Il s'agit des opérations de désenclavement des zones isolées et d'assistance aux populations vulnérables, ainsi que de règlement des problèmes urgents de développement au niveau de ces régions". On apprend que ce programme d'urgence est conçu sur la base d'une cartographie réalisée par le gouvernement, ayant pour objectif d'identifier, "pour la première fois", les zones d'ombre en Algérie, selon les termes du Premier ministre.

Les collectivités locales et des services techniques au niveau des communes et des daïras ont pu recenser, au début du mois en cours, plus de 15 000 bourgades et hameaux classés dans la catégorie connue désormais sous le nom de "zones d'ombre". On y a dénombré 9 millions d'habitants, soit le 1/5e de la population totale du pays, répartis en 1,3 millions d'habitants dans les wilayas du Sud, 3,2 millions dans les wilayas des Hauts Plateaux, et 4,5 millions dans la bande Nord du pays.

Intervenant lors de l'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (Cnes), le 9 mars dernier, Abdelaziz Djerad a fait savoir que "l'État a hérité de la gouvernance antérieure d'une situation catastrophique, marquée, entre autres, par une fragilisation de la situation sociale de notre pays à travers les disparités dans le développement des territoires et de graves dysfonctionnements au niveau de l'accès des citoyens aux services publics de base".

L'on se souvient que le président Tebboune a annoncé, dès sa prise de fonction au lendemain de l'élection présidentielle du 12 décembre dernier, que le gouvernement allait consacrer 100 milliards de dinars

aux communes afin d'opérer la mise à niveau sur le plan du développement local et du cadre de vie des populations. Le plan de développement des zones d'ombre fait naturellement partie de cette grande ambition. Néanmoins, deux mois après, le baril de pétrole sera marquée par un net fléchissement suite à un ralentissement de la croissance mondiale. La loi de Finances 2020 était appelée à être "corrigée" par une loi de Finances complémentaire dont l'élaboration a déjà été entamée au niveau des différents départements ministériels. Les choses se sont précipitées avec la pandémie du Coronavirus, si bien que le dernier Conseil des ministres (dimanche 22 mars) a décidé d'ajourner l'examen de ce projet de loi et de prendre des mesures financières et économiques à effet immédiat tendant, dans un contexte de cette grave pandémie et d'un baril de pétrole coté au plus bas de son niveau depuis au moins cinq ans, à réduire les dépenses de fonctionnement et les importations et à mobiliser des fonds pour la prise en charge de la lutte contre le Coronavirus.

Bourgades marginalisées

Le Conseil des ministres a eu aussi décidé, à cette même occasion, de geler un grand nombre de projets d'investissements publics qui n'ont pas encore connu un début de lancement. Néanmoins, il a maintenu les projets de développement destinés spécialement aux zones d'ombre (électrification rurale, raccordement au gaz naturel, désenclavement par l'amélioration des voies de desserte, approvisionnement en eau potable, réalisation de réseaux d'assainissement, construction d'infrastructures sportives de proximité, amélioration des prestations en matière de santé, renforcement du transport et des cantines scolaires,...). Et ce n'est que justice lorsqu'on examine la situation de ces bourgades et hameaux de la montagne, de la steppe ou du grand Sud. Ce sont des populations qui ont connu la marginalisation pendant plusieurs années. Suite à l'intervention des certains organes de l'État (ministère de l'Agriculture,

Administration des forêts, communes,...) au cours des années 2000, un grand nombre de ces bourgades ont pu bénéficier de micro-investissements (plantations arboricoles et fourragères, pistes rurales, management d'ouvrages de la petite hydraulique, distribution de ruches et de modules d'artisanat,...). Ces actions, par un effet d'entraînement et en synergie avec des soutiens comme l'habitat rural, ont pu créer des emplois et stabiliser un tant soit peu les populations. L'on a assisté, depuis le milieu des années 2000, à un indéniable mouvement de retour des populations rurales qui avaient subi un exode forcé vers les villes dès l'apparition de l'insécurité et du mouvement subversif du terrorisme armé. Ce retour progressif des ménages, dû aux difficultés insurmontables rencontrées dans les villes (chômage, baisse du niveau de vie, délinquances des jeunes, déscolarisation précoce,...) a requis de la part des concernés des efforts de "réadaptation" et de dépassement de certaines contraintes. Les hameaux abandonnés ont vu une partie des maisons détruites par la patine du temps; des poteaux électriques sans câbles, du fait des actes terroristes; des pistes complètement dégradées, impraticables, en raison de l'absence d'entretien; des écoles sans toit, sans eau et sans chauffage; des centres de santé désertés par des infirmiers chassés par l'insécurité,...etc.

Ce sont principalement ces hameaux, dont la population a augmenté depuis les premiers retours, que le plan du gouvernement intitulé "développement des zones d'ombre" vise en premier lieu. C'est un sujet crucial, que nous avions abordé déjà dans ces colonnes, sous l'angle du regard qui lui est apporté aujourd'hui par les pouvoirs publics. Dans une analyse datant du 14 août 2018, nous titrions: "L'arrière-pays se repeuple et exprime de nouveaux besoins". Nous en rappelons ici quelques points essentiels.

Un retour plein d'embûches

Sur le plan de statistiques, les données fondamentales, relatives au nombre de per-

sonnes déplacées pour des raisons d'insécurité entre 1993 et le début des années 2000, n'ont jamais été données ou mises à la disposition des médias. Il ne serait même pas surprenant qu'elles n'aient pas été établies par les administrations concernées, à savoir, en premier lieu, les Assemblées populaires communales.

En dehors d'un chiffre "balancé" au milieu d'un discours prononcé au début des années 2000 par un ancien Premier ministre, où il parlait d'un million de personnes "exilées" dans les villes suite à l'installation du climat d'insécurité dans la campagne de l'arrière-pays montagneux et même dans la vastitude steppique, l'on ne dispose pas de chiffres officiels en la matière.

Dans la précipitation et la débâcle qui ont caractérisé ce mouvement de départ, il était évident qu'aucune administration ne pouvait le suivre et l'enregistrer, sachant que, elle-même, l'administration, était menacée, ciblée et atteinte dans son personnel par la horde terroriste.

Maire, adjoint-maire, chef de daïra, subdivisionnaire de la wilaya- au même titre que les simples citoyens-, personne n'était à l'abri des actes de violence presque banalisés à l'époque.

En planchant sur la formulation des différents plans de développements conçus en direction des populations rurales, les services du ministère de l'Agriculture, et en particulier de l'administration des forêts, avaient pour mission de prendre en compte les besoins des "nouvelles-anciennes" populations qui tenaient à intégrer les programmes de développement rural. Un curieux constat, mais d'une profonde signification, a été fait par des auxiliaires de justice: notaires, avocats, huissiers et traducteurs officiels. Il s'agit de la montée en flèche des affaires litigieuses portées devant les tribunaux, affaires toutes liées à la propriété foncière. Cette dernière, lorsqu'elle n'est pas située dans les zones de plaine où s'exerce l'agriculture professionnelle, est souvent caractérisée par l'indivision, l'absence d'actes de propriété et la forte atomisation des parcelles cultivables. Ces auxiliaires de justice expliquent l'"engouement" pour un traitement judiciaire des litiges fonciers entre fratrie, cousins germains et autres branches de filiation, par le regain d'intérêt dont bénéficie la terre, depuis quelques années, de la part des ménages ruraux ayant décidé de se réinstaller chez eux, dans le village natal. Cependant, l'intérêt pour la campagne ne se limite pas à la dernière vague de ménages ayant subi l'exode suite à la détérioration des conditions sécuritaires. Il s'étend également à certains des ménages qui ont quitté la bourgade et la campagne dans les années soixante-dix et quatre-vingt du siècle dernier à la faveur du développement de l'emploi dans les villes, principalement dans le secteur industriel et des services. La vie dans les agglomérations urbaines ayant évolué dans le sens de l'asphyxie démographique- ce qui a entraîné de grands déficits d'emplois et de logements-, des enfants de la nouvelle génération, nés parfois dans des villes fort éloignées par rapport au lieu d'origine de leurs parents, n'ont pas hésité à franchir le pas en se rendant sur les hauteurs de la montagne ou dans un village enclavé dans un vallon, pour chercher à retrouver les limites des champs de leurs parents, établir des actes de possession et y construire une demeure, en attendant de se fixer définitivement par le moyen d'un petit investissement que l'on espère éligible au soutien de l'État.

Assurer la cohésion et la solidarité sociales

Avec les soutiens et subventions qu'apporte l'État depuis plusieurs années, à travers un riche éventail de fonds spéciaux, la tentation est évidemment forte de vouloir faire le saut du retour au bercail.

Durant le mois de janvier

Les recettes douanières en hausse

Les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à 69,54 milliards (mds) de dinars durant le mois de janvier 2020, contre 66,81 mds de dinars le même mois en 2019, enregistrant une hausse de 4,09%, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).



Les recouvrements effectués par les Douanes ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 59,33 mds de dinars, contre près de 56,74 mds de dinars, en hausse de 4,57%, précisent les données statistiques de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD).

Selon la même source, les recettes affectées au budget de l'Etat ont représenté une part de 85,32% de l'ensemble des recouvrements des Douanes durant le premier mois de 2020.

La part des recettes allouées à la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL) est de 5,63 mds de dinars, contre 6,08 mds de dinars, en baisse de 7,48%.

Selon la DEPD, les recettes destinées à la Caisse nationale

des retraites

(CNR) se sont établies à quatre (4) mds de dinars, contre 3,35 mds de dinars, en hausse de 12,92%. Quant aux recettes destinées aux Comptes d'affectation spéciales (CAS), elles se sont établies à 512,45 millions de dinars, contre près de 360,51 millions de dinars, en hausse également de 42,15%.

Pour les recettes affectées aux communes, elles ont reculé de plus de 20,56% en janvier dernier par rapport au même mois en 2019, totalisant 57,48 millions de dinars contre 72,35 millions de dinars.

S'agissant de la répartition des recouvrements effectués les Douanes par recette et par circonscription, la quasi-totalité du montant global recouvré durant le premier mois de l'année en cours a été enregistré par quinze

recettes, soit 96,07% du global, représentant un montant de 66,81 mds de dinars, détaille la DEPD.

Ainsi, la recette principale d'Alger port secs vient en première position sur les 83 recettes que compte l'administration des Douanes et couvre à elle seule, un taux de 14,77% du total des recouvrements, soit un montant de plus de 10,27 milliards de dinars.

Le classement des recouvrements par recettes des Douanes montre que la seconde position a été occupée par Alger port avec 10,14 mds de dinars (14,59%), suivi par Arzew huit (8) mds dinars (11,51%), Bejaia avec 5,57 mds de dinars (8,01%), Annaba port 5,14 mds de dinars (7,40%), Skikda avec 4,58 (6,59%), Boumerdès avec 4,25 mds de dinars (6,12%) et Alger

pins maritimes avec 4,10 mds (5,90%).

Les autres ports algériens ont enregistré des recettes, qui restent de moindre ampleur, qui variaient entre trois et un milliards de dinars, alors que 20 circonscriptions n'ont réalisé aucun recouvrement au mois de janvier dernier. Durant toute l'année 2019, les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à 1.097,86 mds de dinars, en hausse de 7%. Ces recettes ont alimenté le budget de l'Etat à hauteur de 947,05 mds de dinars (+7,36%), la CGSCL avec 93,2 mds de dinars (+4,52%), la CNR avec 50,47 mds de dinars (+8,84%), les CAS avec 6,06 mds de dinars (-3,97%) et enfin les recettes affectées aux communes ont totalisé 1,074 md de dinars en baisse de plus de 53,17%.

Bilal L.

Pétrole Le Brent au-dessous des 27 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient proches mercredi de leur clôture de la veille, après avoir été soutenus par l'accord sur un plan de relance américain à même de soutenir la demande en pétrole.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 26,82 dollars à Londres, en recul de 1,22% par rapport à la clôture de mardi, après une séance asiatique dans le vert.

A New York, le baril américain de WTI pour mai gagnait 0,25%, à 24,07 dollars.

La veille, les deux indices de référence se sont appréciés de 0,4% et de 2,8%.

"Les prix du pétrole sont aidés mercredi par l'accord sur le plan de relance américain", a estimé Bjornar Tonhaugen, analyste.

La Maison Blanche et le Sénat sont ainsi parvenus dans la nuit de mardi à mercredi à un accord "historique" sur un plan gigantesque de relance aux Etats-Unis, durement frappés par la pandémie de coronavirus, avec un ensemble de mesures qui vont mobiliser autour de 2.000 milliards de dollars.

"Malgré tout, le défi pour le marché physique du pétrole reste l'offre excédentaire actuelle et croissante", a rappelé M. Tonhaugen, dans un contexte de guerre des prix entre les membres des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leur allié russe.

Les investisseurs portent également une attention particulière à la publication du rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Les stocks de pétrole brut de l'EIA sont attendus en hausse de 3 millions de barils pour la semaine achevée le 20 mars, selon la médiane d'un consensus établi par l'agence Bloomberg.

Ceux d'essence sont en revanche attendus en baisse de 2 millions de barils, comme ceux de produits distillés qui pourraient baisser de 1,6 million de barils.

R. E.

●●●

La condition première pour une telle opération étant, pour le ménage, de disposer d'un morceau de terre pour prétendre recevoir des projets agricoles avec le soutien de l'Etat ou pour se lancer dans la construction d'un logement rural, soutenu lui également par l'Etat à hauteur de 700 000 dinars au Nord et d'un million de dinars au Sud. Après les premiers balbutiements du début des années 2000, le ministère de l'Habitat a fini par simplifier la formule de certification de la propriété: il suffit de solliciter un certificat de possession auprès de la mairie de résidence pour être intégré dans le

programme de logement rural.

La procédure comporte, cependant, autant de difficultés qu'elle semble offrir d'avantages. En effet, sa simplicité - deux mois d'affichage dans la mairie - lui crée parfois des oppositions, fondées ou fantaisistes, de personnes proches du demandeur. L'opposition entraîne la suspension de la procédure et, généralement, une action en justice est enclenchée par le solliciteur ou par l'opposant. L'action en justice nourrit avocats, notaires, experts géomètres, huissiers, et s'allonge dans le temps. Parfois, le dénouement s'éternise. Qu'à cela ne tienne. Malgré ce genre d'obstacles qui se posent un peu partout en

Algérie, particulièrement dans les zones de montagnes ou les lopins de terre sont trop mesurés, le mouvement de retour des populations rurales demeure une réalité. Les demandes de branchement au réseau électrique se multiplient chaque jour; les raccordements aux réseaux de gaz et d'eau potable se font également à un rythme effréné. D'anciennes écoles, qui étaient complètement vides et fermées au milieu des années 1990, sont aujourd'hui rouvertes, réhabilitées et étendues. Mieux, les populations réclament des collèges d'enseignement moyen et des lycées. Des centres de santé se multiplient dans la campagne algérienne

ne sans arriver à satisfaire totalement les besoins des nouvelles populations. Il en est de même des agences postales et des antennes administratives (état civil). Des kiosques multiservices s'ouvrent partout, au milieu des bourgades rurales et même à la périphérie. Instruits par de telles réalités, les responsables des administrations de l'agriculture et des forêts étaient amenés à concevoir et formuler des projets de développement rural, initiés depuis la fin des années 90', et les adapter aux nouveaux besoins de la population. Il est vrai, cependant, qu'un ralentissement bien réel a été constaté depuis la fin 2014 dans l'inscription de nou-

veaux projets de développement rural, et ce, suite à la crise des recettes pétrolière qui demeure d'ailleurs bien réelle à ce jour.

La décision de maintenir les financements pour le développement des zones d'ombre, dans cette conjoncture particulière qui a contraint le gouvernement à réviser profondément ses prévisions de dépense, démontre la nécessité impérieuse de faire valoir un certain niveau de justice sociale et de partager équitablement les efforts d'austérité requis par la contraction des revenus pétroliers. La cohésion et la solidarité sociales ont un prix, celui de la redistribution équitable du revenu national.

S. T.

Pour lutter contre le Coronavirus

Capacité opérationnelle totale des agents et médecins de la Protection civile à Alger



Le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah a affirmé mardi que les agents et médecins relevant de ce corps étaient pleinement opérationnels pour lutter contre la propagation du coronavirus, et ce à la faveur des mesures prises et les moyens humains et matériels mobilisés.

Tous les agents de la Protection civile, les médecins et les fonctionnaires du secteur à la wilaya d'Alger sont mobilisés pour faire face à la propagation du coronavirus, et ce en application des instructions de la Direction générale de la Protection civile, a fait savoir le lieutenant Khaled Benkhalfallah dans une déclaration à l'APS, assurant que toutes les mesures ont été prises et tous les moyens humains et matériels mis en place pour prendre en charge les cas suspects.

Il a fait état, à cet égard, de l'installation, au niveau de l'unité principale d'El Harrache, d'une cellule de crise est formée de médecins et d'officiers relevant de la Protection civile d'Alger, précisant que ce centre de coordination opérationnelle est chargé de suivre, 24/24h, la situation et l'évolution de la pandémie à travers le territoire de la wilaya d'Alger.

Relevant que le centre reçoit des appels téléphoniques de citoyens se renseignant sur les symptômes du coronavirus et les moyens de prévention, il a indiqué que la majorité des appels reçus proviennent de citoyens présentant des symptômes de rhume ou de maladies chroniques et ne concernent nullement une atteinte au coronavirus. Le citoyen est devenu plus conscient quant à la gravité du virus, a-t-il dit.

Toutes les unités de la wilaya d'Alger ont été dotées d'ambulances équipées et stérilisées, de vêtement et de matériels médicaux (bavettes, gants et lunettes médicales) devant garantir la sécurité des éléments de la Protection civile lors des opérations d'évacuation des personnes suspectées d'être atteintes du coronavirus, a indiqué le lieutenant Benkhalfallah.

Les ambulances sont systématiquement stérilisées après chaque intervention, même pour les interventions concernant les accidents de la route, les incendies et autres.

Aussi, un dispositif de sécurité a été mis en place au niveau du Port d'Alger et de l'Aéroport international, Houari Boumediene pour assurer la protection et l'accompagnement des passagers venus de différentes destinations vers les zones de confinement en collaboration avec les différents services, entre autres, la santé et la Sûreté nationale, a ajouté le lieutenant Benkhalfallah.

Mettant en avant la disposition de toutes les unités de la protection civile de la wilaya d'Alger pour parer à toute urgence, le responsable a fait état de la mobilisation de 2.600 agents et 28 médecins, en sus des équipements et des ambulances médicalisées.

Les agents de la protection civile ont déjà reçu une formation en matière de prévention contre l'épidémie et de traitement des cas suspects, a-t-il poursuivi.

Outre l'organisation des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens aux précautions à prendre et les règles d'hygiène à respecter dans ces cas, les agents de la protection civile participent à la stérilisation des centres de gériatrie, de l'enfance assistée et les places publiques en collaboration avec les services de la Sûreté, les entreprises locales de nettoyage et d'assainissement et les acteurs de la société civile, a-t-il encore dit.

La direction de la protection civile d'Alger

avait déjà effectué des visites à des centres et des espaces qui pourraient être utilisés pour le confinement, tel que le stade 5 juillet, Mohamed Boudiaf, a-t-il dévoilé, rappelant que onze (11) établissements hôteliers à Alger ont été consacrés à cet effet. M. Benkhalfallah a invité les citoyens à observer les mesures de prévention et à respecter les horaires de confinement partiel décrété à Alger de 19h00 à 07h00.

Reda A.

Tébessa Réquisition des bus de transport scolaire pour les personnels de la santé

Les bus réservés pour le transport scolaire dans la wilaya de Tébessa ont été réquisitionnés pour assurer le transport de l'ensemble des personnels des structures de santé, a annoncé mardi le directeur du transport.

«Ce programme exceptionnel, dont le but est de garantir le transport des personnels de la santé vers leurs lieux de travail dans les 28 communes de la wilaya, a été établi suite à la décision de la suspension temporaire de tous les moyens de transport collectifs, publics et privés, dans le cadre des mesures pour lutter contre le coronavirus», a précisé le responsable.

Il a dans ce sens ajouté que des instructions fermes ont été données par le chef de l'exécutif local, Attalah Moulati, aux chefs de daïras à l'effet de mobiliser les autobus scolaires afin de permettre aux médecins, infirmiers et le personnel administratif du secteur de la santé, dont la présence est vitale, pour rejoindre leur lieu de travail. Le responsable a relevé

Gharadaïa Ruée sur les produits détergents et désinfectants

Massivement utilisés par les ménages, les détergents et désinfectants (javel, savon liquide, gel hydro-alcoolique) sont devenus des produits rares très demandés à Gharadaïa pour se prémunir contre la pandémie du coronavirus.

Après celle sur les équipements de protection (masque, bavette et gants) la ruée cible les étalages des détergents désinfectants dans les magasins, épiceries et supérettes qui sont vidés par les citoyens préoccupés par l'épidémie de coronavirus.

Les produits détergents s'écoulent comme des petits pains, indique un grossiste réputé au quartier Theniet El-Makhzen, avant de faire état d'une montée vertigineuse de la demande en cette période de "guerre" contre Covid-19.

De nombreux clients expriment, pour leur part, leur inquiétude face à la hausse des prix entraînée par une pénurie de ces produits actuellement sous haute tension.

Pour lutter contre la propagation du coronavirus, la quasi-totalité des habitants de Gharadaïa ont adhéré aux recommandations des autorités sanitaires, notamment en matière d'hygiène et de désinfection des habitations et autres locaux commerciaux.

Des opérations de désinfection et d'aseptisation sont menées dans les quartiers, les habitations, les mosquées, les administrations et entreprises publiques et les tribunaux, dans le cadre des mesures d'hygiène décidées par le gouvernement pour prévenir la propagation du Coronavirus.

Ces opérations, qui avaient été entamées depuis l'apparition des cas de coronavirus en Algérie par les bureaux d'hygiène communaux, les éléments de la protection civile et de la sûreté nationale, les forestiers ainsi que les associations, touchent l'ensemble des établissements publics et privés, les zones d'habitation, les espaces publics ainsi que les rues et ruelles des différentes localités.

La population a aussi été invitée par haut-parleurs à se confiner à domicile et à observer les strictes mesures d'hygiène pour se mettre à l'abri de la menace du coronavirus.

R. H.

que le wali a insisté sur la désinfection régulière de ces moyens de transport.

Dans le même sillage, le directeur des Transport a révélé que ses services envisagent d'affecter d'autres bus pour assurer le déplacement des employés d'autres secteurs vitaux entre le 22 mars et le 4 avril prochains, et ce, en coordination avec plusieurs secteurs et transporteurs privés.

Par ailleurs, M. Kherif a confirmé que l'activité de toutes les agences de contrôle technique des véhicules à travers la wilaya a été suspendue en sus du report des examens pour l'obtention de permis de conduire.

A noter que depuis le début de la propagation du Covid-19 en Algérie, les rues de la ville de Tébessa connaissent une baisse «significative» de mobilité des citoyens, en particulier après la suspension des activités de transport et la fermeture des cafés et des restaurants.

K. M.

Au premier jour du confinement total

Les rues de Blida désertes

Les rues de la wilaya de Blida étaient totalement désertes au premier jour du confinement total de 10 jours, annoncé, hier lundi, au titre des mesures d'urgence visant à endiguer l'épidémie du nouveau coronavirus, au moment où les services de la wilaya ont entrepris une somme de mesures pour garantir les besoins de base des citoyens.



En effet, de nombreux citoyens ont respecté la consigne de rester chez soi, sauf pour nécessité extrême. Un fait à l'origine de l'absence du trafic des véhicules dans les rues, parallèlement à une présence sécuritaire visible, à travers des barrages fixes installés aux entrées et sorties des différentes villes de la wilaya, mais également de toutes ses artères principales, en application des instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

De nombreux commerces d'alimentation générale et de boulangerie étaient, également, ouverts dans la matinée, au moment où leurs propriétaires ont tenu au respect de la distance de sécurité (un mètre) entre leurs clients, tandis que d'autres les faisaient rentrer par petits groupes.

Les pluies de la matinée ont parut contribuer au confinement des citoyens chez eux, notamment au vu de l'absence de présence humaine au niveau des espaces publics réputés habituellement pour être des points d'attraction des citoyens.

Une absence humaine qui s'explique, également, par la fermeture des marchés, des administrations publiques (poste, banques), et des stations des carburant, entre autres, outre l'arrêt des transports en commun, et individuel, jusqu'à l'interdiction de la circulation des motos annoncée hier lundi, au titre des mesures préventives visant à mettre un frein au Covid-19.

Des mesures pour couvrir les besoins des citoyens

Pour assurer une bonne application de ce confinement, les services de la wilaya

de Blida ont annoncé, mardi, la prise d'une somme de mesures portant sur la garantie de la disponibilité de tous les besoins de base nécessités par les citoyens, en vue d'éviter toute perturbation.

Les mesures prises assurent notamment une couverture sanitaire aux citoyens, à travers la pérennité du fonctionnement des services de santé et de leur encadrement médical. Les personnels de santé bénéficient, à ce titre, d'autorisations spéciales pour assurer leur présence sur leur lieu de travail.

Les mêmes mesures portent sur la continuité du service au niveau des pharmacies et des commerces d'alimentation générale et des produits d'hygiène, en préservant leur circuit de production et de distribution notamment.

A cela s'ajoute, l'octroi d'autorisations de transport de matières premières au profit des centres de production, dans le but de garantir l'approvisionnement du marché, et ce parallèlement au maintien des points de vente ouverts, pour renforcer la vente directe des produits au niveau des quartiers et cités. Sachant que la mesure englobe tous les produits alimentaires de base, dont les fruits et légumes, lait et viandes.

Les mêmes services ont assuré que la sortie des citoyens hors de leur domicile est soumise à « une raison justifiée », avec la condition que la sortie soit réduite à un seul membre de la famille pour les besoins quotidiens. La présentation d'une attestation de l'état civil est préférable, dans le cas d'un examen de la situation par les services concernés, est-il signalé.

Le respect des règles du confinement sanitaire est « un indice du sens de la res-

ponsabilité et de la conscience des citoyens pour préserver leur santé et leurs familles, un sens qui n'est pas étranger à la société blidienne », est-il estimé, par ailleurs.

Les réseaux sociaux mobilisés pour prêter main forte aux citoyens

Pour leurs parts, les associations et acteurs actifs des réseaux sociaux locaux ont redoublé d'efforts pour sensibiliser leurs concitoyens sur l'« impératif de rester chez eux, sauf nécessité extrême, et surtout à ne pas négliger le danger représenté par cette pandémie mondiale, sur la santé publique ».

Ces acteurs des réseaux sociaux ont pris sur eux d'expliquer aux citoyens toutes les mesures décidées par les services de la wilaya et les pouvoirs publics, tout en les tenant au courant de toutes les nouveautés en la matière, et en mettant à leur disposition différents liens utiles, comme ceux d'Algérie Poste et d'Algérie Telecom, entre autres.

Des jeunes et des associations locales ont, par ailleurs, lancé de larges campagnes de solidarité avec les catégories nécessitées de la population, en se mobilisant dans la couverture de leurs besoins quotidiens en produits alimentaires de base, acquis sous la forme d'un don octroyé, dernièrement, par des industriels de la wilaya.

Les associations de Blida ont lancé, à l'occasion, un appel à la solidarité et à la cohésion sociale, tout en veillant à éviter les fausses rumeurs, afin de dépasser cette crise sanitaire nécessitant la fédération des efforts de tout un chacun, Etat, institutions et société réunis.

S. K.

Aides aux hôpitaux et à l'entreprise Mitidja Nadhafa

L'Agence nationale des déchets (AND) a fourni des aides à des hôpitaux de la wilaya de Blida et aux travailleurs de l'entreprise « Mitidja Nadhafa », et ce dans le cadre de la contribution aux efforts de lutte contre la propagation du Covid-19, a indiqué à l'APS le directeur de cette agence, Karim Ouamane.

En application des décisions de la ministre de l'Environnement et des

Energies renouvelables, l'AND a fait don, aux autorités locales, de bacs de déchets hospitaliers et d'un ensemble de moyens de protection et de prévention pour les staffs médicaux des hôpitaux «Frantz-Fanon», «Brahim Tirichine» et celui de Boufarik, a indiqué M. Ouamane.

Ces aides fournies avec le soutien d'un nombre d'opérateurs publics et privés, sont constituées de 140 bacs pour déchets hospitaliers, 2500 sachets en plastique destinés à l'enlèvement des déchets, ainsi que 350 combinaisons de protection (combinaison médicale, lunettes, gants et chaussures de protection) pour les staffs médicaux.

Ce don comporte également une grande quantité de produits désinfectants et quelque 1500 combinaisons de protection au profit des travailleurs de Mitidja Nadhafa.

Cette initiative de solidarité porte également sur une opération d'enlèvement des déchets hospitaliers qui sont acheminés vers le Centre d'enfouissement techniques (CET) pour incinération.

A ce titre, une opération a débuté, lundi matin, permettant la collecte d'une grande quantité de ces déchets dangereux, a affirmé M. Ouamane qui assure de la poursuite de cette action, de façon quasi-quotidienne.

T. L.

Internet

Offre spéciale pour les abonnés de la wilaya de Blida

Les abonnés à l'internet haut débit (ADSL) de la wilaya de Blida, en confinement général depuis ce mardi pour minimiser les risques de propagation du coronavirus, bénéficieront d'une avance de 10 jours d'internet en composant le 1500, a-t-on appris auprès d'Algérie

Télécom (AT).

"L'ensemble des abonnés à l'ADSL de la wilaya de Blida, qui doivent recharger leurs comptes, bénéficieront, à partir de ce mardi, d'une avance de 10 jours d'internet en composant le 1500", a déclaré à l'APS le P-dg d'Algérie Télécom, Anouar Mohamed Banabdelouahad.

Algérie Télécom s'est engagée également à ne couper aucun compte internet de ses abonnés de cette wilaya durant cette période.

L'opérateur public avait déjà annoncé le lancement de promotions "avantageuses" pour ses clients qui utilisent le e-paiement (paiement électronique) afin de leur éviter les déplacements vers ses agences et minimiser les risques de propagation du coronavirus.

AT avait aussi indiqué que la date d'échéance de paiement des factures téléphoniques de ses abonnés va être prolongée d'un mois, précisant que ces paiements peuvent être effectués en utilisant l'application mobile d'Algérie Télécom ou son espace clients (<https://ec.algeriatelecom.dz>).

L'opérateur avait rappelé aussi que d'autres services permettent à ses clients de recharger à distance en utilisant une carte de recharge par le biais du 1500 à partir d'une ligne téléphonique fixe ou mobile.

Par cette initiative, AT vise à "améliorer et à renforcer l'expérience client de ses abonnés et démontre par la même occasion qu'elle est à l'écoute de leurs attentes et surtout soucieuse de leur sécurité vis à vis de la pandémie mondiale résulté par le coronavirus".

R. B.

SPORTS

Le coach blidéen atteint par Covid-19

Nechma reçoit le soutien des footeux

Athlétisme

Les championnats d'Afrique 2020 reportés

Les championnats d'Afrique d'athlétisme, prévus initialement du 24 au 28 juin 2020 à Alger, ont été reportés à 2021 en raison de la pandémie de coronavirus, a indiqué mardi un communiqué de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «Suite à l'ampleur de la pandémie et les mesures de confinement et de sensibilisation décidées par les pouvoirs publics, les deux instances sportives ont décidé de décaler ces championnats d'Afrique à l'été 2021», lit-on dans le communiqué de la FAA. Cette décision a été prise en commun accord entre la fédération algérienne d'athlétisme (FAA) et la Confédération Africaine d'Athlétisme, alors que les nouvelles dates du déroulement de cet événement africain seront arrêtées ultérieurement, précise l'instance fédérale. Ce report intervient après le report officiel des Jeux olympiques de Tokyo à 2021 par le Comité Olympique International (CIO) et les autorités japonaises, en raison de la pandémie de coronavirus à travers le monde.

Report des JO

L'ACNOA salue une décision "sage et pleine de bon sens"

L'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA) a salué mardi la décision «sage et pleine de bon sens» du Comité international olympique (CIO) de reporter les Jeux olympiques de Tokyo-2020, assurant qu'elle a été prise dans «l'intérêt» des athlètes, des communautés sportives et des populations. «Le CIO, par la voix de son président, vient une nouvelle fois de démontrer son haut sens des responsabilités sociales et humanitaires en prenant la décision de reporter les Jeux olympiques de Tokyo, conjointement avec les plus hautes autorités nippones», indique un communiqué de l'ACNOA. Le président du CIO, Thomas Bach, et le Premier ministre japonais Shinzo Abe ont conclu un peu plus tôt que les JO devront «être reprogrammés après 2020 et au plus tard à l'été 2021». L'instance sportive africaine, présidée par l'Algérien Mustapha Berraf, «apprécie à sa juste valeur la décision de laisser la flamme olympique au Japon et également d'avoir convenu que le nom des Jeux ne changerait pas et serait toujours : Jeux olympiques et Paralympiques de Tokyo-2020», souligne la même source. Enfin, l'ACNOA appelle tous les Comités nationaux olympiques et sportifs (CNOS) et les différents acteurs du mouvement olympique africain à «resserrer les rangs» et à «faire preuve de notre solidarité ancestrale entre nous et avec le Comité international olympique et (son) président Thomas Bach». «Toutes les dispositions seront prises dès que possible pour la reprise en main des programmes de solidarité olympique et en particulier ceux ayant trait aux athlètes et à leur préparation pour la meilleure participation (possible) aux prochains Jeux olympiques», conclut l'ACNOA.



Le coach principal de l'USM Blida, club évoluant en division II amateur centre, Sofiane Nechma a été contrôlé positif au

Covid-19 et se trouve maintenant en confinement à l'EPH de Boufarik, lui ainsi que tous les membres de sa petite famille. En effet, le technicien algérois qui

avait été recruté récemment par la formation phare de la ville des Roses en remplacement de Houhou, s'est vu transmettre le virus par son épouse qui elle l'a

chopée de sa sœur émigrée qui était venue lui rendre visite. Le driver de l'USMB a tenu à rassurer tout le monde sur les réseaux sociaux en affirmant qu'il est bien pris en charge par le personnel médical promettant de donner des nouvelles de sa situation dans les prochaines heures. Nechma a reçu des vœux de rétablissement de toute la famille du football qui s'est solidarisée avec lui, souhaitant qu'il se rétablisse le plus tôt possible. Il faut dire que ce jeune technicien qui a travaillé dans de nombreux clubs, entre autres, la JSMS, l'ABS, l'OMR par le passé et même dans un pays du Golf est apprécié des milliers footballistiques par son sérieux mais aussi pour ses qualités morales. Il faut savoir que Nechma devra rester en confinement pour au moins 14 jours pour s'assurer qu'il ne pourra plus contaminer personne, dans l'espoir que son cas ne s'aggrave pas et n'évolue pas vers une difficulté respiratoire qui nécessitera une assistance respiratoire. Par ailleurs, l'ancien coach du MCE El Eulma, JSM Skikda et CS Constantine, le Français, Didier Gomez qui entraîne actuellement la formation égyptienne d'El Ismaïly, a été aussi contrôlé positif au coronavirus et devient ainsi le premier entraîneur en Egypte à être contaminé.

Le Covid-19 a atteint plusieurs personnalités du monde du football dont l'entraîneur d'Arsenal, Mikel Arteta ou récemment le coach de Galatasaray, Fatih Terim qui entraîne notre international, Sofiane Feghouli. Les autorités sportives ont pourtant pris une série de décisions pour protéger les joueurs et entraîneurs dont l'annulation des entraînements, obligeant tout le monde à se confiner le temps que cette crise passe.

Imad M.

Manchester City

Mahrez ne partira pas l'été prochain

Manchester City (Premier League anglaise de football) n'a pas l'intention de laisser filer l'été prochain, l'ailier international algérien Riyad Mahrez, convoité notamment par le Paris SG (Ligue 1/France), rapporte mardi le tabloïd anglais The Sun. «Il y a un intérêt pour Mahrez, mais nous n'avons pas l'intention de le laisser partir ailleurs. Il a dit à Pep Guardiola (entraîneur de Man City, ndlr) qu'il était très heureux et qu'il a finalement l'impression d'avoir trouvé sa place au sein de l'équipe malgré qu'il ne joue pas régulièrement. Nous sommes à l'aise sur ce sujet», a indiqué une source anonyme, cité par le quotidien anglais. Mahrez (29 ans) enchaîne sa deuxième saison sous le maillot des «Cityzens», mais reste loin de constituer le premier choix pour l'entraîneur Pep Guardiola, en dépit de ses statistiques assez correctes : 8 buts et 12 passes décisives, toutes compétitions confondues. Selon

The Sun, «Manchester City ne veut pas vendre l'ancien joueur de Leicester City, et prévoit de l'avoir comme élément clé de l'équipe la saison prochaine», soulignant que le capitaine de l'équipe nationale était «même prêt à prolonger son contrat, et à négocier de nouvelles conditions, même si son bail court jusqu'en 2023. Il gagne environ 180.000 livres par semaine (194.000 euros), mais City attendra encore un an avant même d'entamer des discussions sur l'augmentation de ce montant». Mahrez est désormais évalué à plus de 80 millions de livres par Manchester City, soit une augmentation de 20 millions de livres par rapport aux 60 millions offerts à Leicester en juillet 2018. A l'instar des autres championnats européens, la Premier league anglaise a été suspendue jusqu'au 30 avril, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) qui a touché pratiquement le monde entier.

JM Oran-2021

Aucune incidence du coronavirus sur les chantiers

Les travaux au niveau des chantiers des infrastructures sportives en cours de construction ou de réhabilitation, appelées à accueillir les jeux méditerranéens (JM) prévus à Oran en 2021, suivent leur cours normal en dépit de la crise sanitaire qui secoue le pays, a rassuré, mardi, le directeur local de la jeunesse et des sports. «Pas plus tard que jeudi passé, nous avons effectué, avec le wali, une tournée au niveau des sites en question. Je peux vous assurer que les travaux se poursuivent le plus normalement du monde, tout en déployant les mesures de prévention d'usa-

ge», a indiqué Bahi Hadj Chibani. Depuis quelques temps, l'Algérie, tout comme la quasi-totalité des pays du monde, fait face à la pandémie de Coronavirus obligeant les pouvoirs publics à prendre des mesures préventives ayant touché, entre autres, le monde du travail. «Les travaux avancent selon le calendrier fixé auparavant. Mieux, certains sites, comme la piscine olympique de M'dina J'dida et le Palais des sports Hammou-Boutellilil, devraient être réceptionnés avant les délais impartis», s'est félicité M. Chibani, assurant que les chantiers du complexe spor-

tif de Bir El Djir (Est d'Oran) ne souffrent d'aucune insuffisance en matière de main d'œuvre. «Les ouvriers mobilisés dans les chantiers du complexe sportif sont toujours en place et il n'y a aucune réduction de leur nombre. Les délais de réception de ce complexe (juin 2020), devraient être également respectés», a-t-il encore souligné. Il a également précisé que la pelouse du stade de football de 40.000 places commence à pousser, et ce, deux semaines après l'entame de l'opération de semence par l'entreprise franco-algérienne «Végétal Design» à laquelle ont

été confiés les travaux de la réalisation d'une pelouse hydrique, ainsi que la pose de la piste d'athlétisme. Outre le stade de football, le complexe sportif comporte, entre autres équipements, un stade d'athlétisme (4.000 places), une salle omnisports (6.000 places) et un centre nautique composé de trois bassins, dont deux olympiques et un troisième semi-olympique. L'ensemble de ces structures devraient être achevées en juin prochain, souligne-t-on. La prochaine édition des JM est prévue dans la capitale de l'Ouest du pays du 26 juin au 5 juillet 2021, rappelle-t-on.



AFRICAINES

Guinée

Une ville secouée par des violences meurtrières post-référendum

Plusieurs personnes ont été tuées ces jours derniers à Nzérékoré, ville du sud de la Guinée en proie selon des habitants à des violences intercommunautaires depuis le référendum constitutionnel contesté de dimanche.



réprobation internationale et aux soupçons sur la régularité des listes électorales.

Au moins 14 personnes ont été tuées dans les violences entachant le vote à travers le pays, selon un bilan de l'opposition. Les autorités parlent de six morts, dont deux seraient dues à un «accident» et un problème de santé.

Les troubles à Nzérékoré alourdissent ce bilan.

Un médecin a indiqué avoir dénombré à l'hôpital 15 corps, dont trois transportés mardi matin, «méconnaissables». Un cadre local du collectif qui mène la contestation contre le pouvoir a également évoqué ce chiffre.

«C'est faux il n'y a pas 15 corps, il n'y en a que trois à la morgue», a dit le gouverneur.

La Guinée est en proie depuis mi-octobre à des violences, des manifestations massives ou des journées villes mortes contre le projet prêté au président Alpha Condé, 82 ans, de chercher à se maintenir au pouvoir. Selon l'opposition, la nouvelle Constitution qu'il a soumise au référendum est un stratagème pour briguer un troisième mandat fin 2020. Depuis octobre, les conséquences des violences donnent constamment lieu à des versions très éloignées et très difficilement vérifiables de part et d'autre.

Reda A.

Le bilan des violences varie fortement selon les sources: le gouverneur parle de trois morts, un médecin et un responsable local de l'opposition

font état mardi de 15 tués.

Des bilans qui ne peuvent être vérifiés immédiatement de sources indépendantes.

Nzérékoré est le théâtre d'affrontements depuis la tenue

dimanche dans toute la Guinée d'un référendum voulu par le pouvoir pour une nouvelle Constitution. Un couvre-feu a été instauré mardi

matin, selon le gouverneur Mohamed Ismaël Traoré.

Après des mois de tensions qui avaient déjà coûté la vie à au moins 32 civils et un gendarme, le président Alpha Condé et son gouvernement ont décidé de tenir le référendum constitutionnel dimanche et de passer outre aux protestations de l'opposition, à la

Djibouti

Le président décrète une semaine de congé au personnel non essentiel

Le président Djiboutien Ismail Omar Guelleh a décrété lundi une semaine de congé pour l'ensemble du personnel non essentiel de l'administration, dans la foulée de la propagation de la pandémie du Covid-19, soulignant que «le virus ne circule que si nous le faisons circuler».

Dans un discours télévisé, M. Guelleh, cité par l'agence Djiboutienne d'information, ADI, a appelé ses concitoyens à restreindre leurs déplacements au strict nécessaire et d'éviter tout rassemblement, soulignant que cette semaine de congé touchera l'ensemble du personnel non essentiel de l'administration en dehors des

services de santé, de la police, de la gendarmerie et de l'armée. Les commerces non essentiels devront également être fermés à l'exclusion des supermarchés, marchés et autres distributeurs d'alimentation, des pharmacies, des banques, et les stations-services.

«Le virus ne circule que si nous le faisons circuler. Restez chez vous en petit comité le plus possible afin de ne pas mettre en danger vos proches et vos concitoyens», appelant la population à respecter ces mesures et d'appliquer les consignes pour aider à contenir le COVID-19.

Le président Djiboutien a également annoncé que les nouveaux

cas confirmés du coronavirus par les services de la santé, étaient de nationalité djiboutienne.

Il s'agit, selon le chef de l'Etat Djiboutien, d'un homme en provenance de France via Addis Abeba à bord d'un appareil d'Ethiopian Airlines et d'une femme en provenance d'Istanbul à bord de la compagnie Turkish Airlines, tous les deux arrivés le 17 mars 2020. « Leur état clinique ne présente pour l'instant pas d'inquiétudes. Ils sont actuellement à Bouffard et leurs entourages ont été contactés », a-t-il rassuré, citant le ministère de la santé et aussi le dispositif national de lutte contre le Covid-19.

R. L.

Tchad

92 militaires tués par Boko Haram dans la province du Lac

Une attaque du groupe terroriste Boko Haram a tué 92 militaires, a affirmé mardi le président tchadien Idriss Déby Itno, qui s'est rendu sur les lieux de l'attaque, à Boma, dans la province du Lac.

«Nous avons perdu 92 de nos soldats, sous-officiers et officiers» dans l'attaque qui a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi, «c'est la première fois que nous perdons autant d'hommes», a déclaré le président dans une intervention retransmise sur une chaîne d'Etat.

«L'ennemi a porté un coup dur

à notre système de défense dans cette zone», a reconnu un officier supérieur qui a réclamé l'anonymat.

L'attaque qui visait les militaires de la presqu'île de Boma a duré au moins sept heures et les renforts envoyés ont eux-mêmes été pris pour cible, a affirmé un autre militaire cité par l'AFP.

Selon lui, 24 véhicules de l'armée ont été détruits dont des blindés, tandis que du matériel militaire a été récupéré et emporté sur cinq hors-bords par des éléments

de Boko Haram.

Boko Haram multiplie ces derniers mois les attaques dans les îles marécageuses du bassin du lac Tchad, à la frontière du Nigeria, du Tchad, du Niger et du Cameroun. L'insurrection de Boko Haram a fait 36.000 morts et près de 2 millions de déplacés dans le Nord-Est du Nigeria depuis son début en 2009, selon l'ONU. Le groupe terroriste a étendu son action au Niger, au Tchad et au Cameroun voisins.

Salem M.

Namibie

Un confinement total décrété

La Namibie a annoncé une interdiction générale de tous les vols entrants et sortants de tous les pays avec effet immédiat, dans le but de limiter la propagation du COVID-19 dans le pays.

Le gouvernement namibien a également institué un confinement total, fermant six points d'entrée frontaliers et annonçant dans le même temps qu'il ne permettra plus à aucun ressortissant namibien d'entrer dans le pays avant 30 jours.

Le président namibien Hage Geingob et son ministre de la Santé Kalumbi Shangula ont confirmé la mise en oeuvre du confinement à partir de mardi.

«Lors de la déclaration de l'état d'urgence, nous avons interdit les vols en provenance de trois pays, mais nous les avons maintenant étendus aux vols en provenance de tous les pays. Nous exhortons également les gens à rester à l'écart des endroits surpeuplés, notamment les bars et les shebeens, et les forces de l'ordre seront vigilantes sur ce point», a déclaré M. Shangula.

Le ministre namibien a ajouté que tous les hôpitaux privés et médecins devaient signaler tous les cas suspects de COVID-19 au ministère de la Santé. «Désormais, alors que nous prenons des mesures pour protéger nos citoyens, la guerre est totale», a déclaré M. Geingob. La Namibie a enregistré six cas confirmés de COVID-19 à la date de mardi.

H. K.

Côte d'Ivoire

48 nouveaux cas de coronavirus

La Côte d'Ivoire, qui n'avait pas donné de bilan officiel depuis dimanche, a enregistré 48 nouveaux cas pour un total de 73, a affirmé mardi un porte-parole du ministère de la Santé.

Lundi soir, le président Alassane Ouattara avait décrété l'état d'urgence et instauré un couvre-feu de 21h à 5h du matin sans toutefois donner de nouveau bilan qui était alors de 25.

Parmi les autres mesures prises, le président a annoncé la fermeture de tous les maquis et bars à partir de minuit hier lundi (après les boîtes de nuit et autres lieux de divertissement la semaine dernière), et la régulation des transports interurbains avec «l'interdiction des déplacements non autorisés entre Abidjan (la capitale économique où se concentre la majorité des 25 cas de coronavirus officiellement détectés) et l'intérieur du pays». Son voisin le Burkina Faso a lui enregistré 15 nouveaux cas pour 114 au total.

Salem M.

Vietnam

Suspension des exportations de riz pour assurer la sécurité alimentaire

Les douanes vietnamiennes ont cessé d'émettre des autorisations pour les exportations de riz afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays à mesure que la pandémie Covid-19 s'intensifie, rapportent des médias locaux.



« La décision rendue publique par le directeur général adjoint des douanes du Vietnam, Mai Xuan Thanh, demande à tous les services des douanes provinciaux et municipaux de cesser d'enregistrer les déclarations en douane, de recevoir et de dédouaner les documents pour les exportations de riz à partir de mardi », ajoutent les mêmes sources.

Les exportations de riz dont les déclarations en douane sont achevées avant mardi ne seront pas affectées par cette décision et seront toujours dédouanées conformément à la réglementation, ont indiqué les douanes vietnamiennes. Cette décision fait suite à la déclaration du Premier ministre vietnamien

lors d'une réunion sur l'impératif d'assurer la sécurité alimentaire au milieu des développements complexes de la pandémie de Covid-19.

Cependant, le ministère de l'Industrie et du Commerce a demandé au Premier ministre de reporter la mise en œuvre de la suspension des exportations de riz, citant les éventuelles poursuites judiciaires des entreprises concernant l'application immédiate de cette mesure.

Le ministère a déclaré qu'il réévaluera la production réelle de la récolte de riz d'hiver-printemps, la quantité de riz à exporter dans les contrats signés et la quantité réelle dans les stocks des entreprises avant de donner

son avis.

Le Vietnam est actuellement le troisième exportateur mondial de riz après l'Inde et la Thaïlande. L'année dernière, le pays a exporté 6,37 millions de tonnes de riz d'une valeur de 2,81 milliards de dollars, les principaux marchés étant les Philippines avec plus de 2,1 millions de tonnes, la Côte d'Ivoire avec plus de 580.000 tonnes, la Malaisie (550.000 tonnes) et la Chine (477.000 tonnes).

Au cours des deux derniers mois, les exportations de riz du Vietnam vers un certain nombre de pays ont fortement augmenté après la pandémie de Covid-19.

R. O.

Coronavirus en Iran

Nouvelles restrictions en vue pour la population

Le président iranien Hassan Rohani a annoncé mercredi la mise en œuvre prochaine de nouvelles restrictions «difficiles» pour la population face à l'épidémie de coronavirus Covid-19.

L'Iran, qui est l'un des pays les plus touchés par la pandémie de nouveau coronavirus avec l'Italie, la Chine et l'Espagne a jusqu'à présent refusé d'imposer des mesures de quarantaine ou de confinement à la population.

Lors d'une allocution télévisée prononcée en conseil des ministres, M. Rohani a annoncé un nouveau train de mesures «difficiles pour les gens».

«Il y a eu un long débat au sein du Comité national de combat contre le coronavirus en vue de renforcer les mesures», a déclaré le président.

Estimant que «nous devons augmenter

les mesures», le ministère de la Santé «y a présenté un plan», a-t-il ajouté, indiquant qu'un projet était en préparation et que celui-ci pourrait être «approuvé et annoncé» dans la journée.

Refusant de recourir à des mesures contraignantes, les autorités ont jusqu'à présent exhorté la population à rester à la maison «autant que possible» en cette période de congé du Nouvel An iranien, qui met habituellement le pays entier sur les routes, pour des retrouvailles familiales ou des voyages touristiques.

Le projet entrevu «peut créer des problèmes pour les voyages de la population et demander aux gens de retourner plus tôt dans leur région d'origine», a dit M. Rohani. «Cela pourrait entraver la prochaine vague de voyages. Les gens doivent savoir que ce sont des décisions difficiles à prendre pour

protéger leur vie», a-t-il poursuivi.

«Mais nous n'avons pas d'autre choix, parce que la vie des gens nous importe», a-t-il ajouté, parlant à la fois d'un projet portant sur une période de «quinze jours» et devant être «soigneusement mis en œuvre jusqu'au samedi 4 avril», soit dans dix jours.

Cette date marque normalement le jour de la rentrée scolaire après le congé de Norouz.

«Le ministre de la Santé a expliqué aujourd'hui que nous avons dépassé la première vague de la maladie, mais il peut y avoir une nouvelle vague dans les prochains jours et nous devons la gérer», a encore déclaré M. Rohani. «La population a beaucoup collaboré avec les autorités pour combattre le coronavirus à travers le pays et cela doit continuer», a-t-il ajouté.

H. M.

Chine

Réouverture des sites touristiques dans plusieurs villes

Près de 20 provinces et villes chinoises ont rouvert leurs sites touristiques avec l'apaisement de l'épidémie de coronavirus, a rapporté mercredi Beijing Daily. Selon un bilan établi mardi, les services du tourisme ont repris dans des régions de niveau municipal et provincial telles que Shanghai, le Jiangsu et le Guizhou, avec des voyages organisés dans les régions voisines, selon le journal. La Chine a promu la reprise progressive du travail et de la production dans le secteur du tourisme, lequel présente des signes de reprise rapide avec la stabilisation de la situation épidémique à la fin du mois.

Selon un rapport réalisé par Trip.com Group, la plus grande agence de voyage en ligne de Chine, les services de réservation en ligne et de prévention ont redémarré pour plus de 2.000 sites touristiques avec la demande de tickets en hausse de 100% par semaine, d'après le journal. Le nombre total de touristes a augmenté de 91% en Chine au cours du week-end dernier par rapport au précédent, selon les données de qunar.com, un autre opérateur chinois de services de voyage en ligne de premier plan, citées dans le journal.

Des mesures telles que l'enregistrement des informations personnelles, une désinfection régulière, la surveillance de la température corporelle et la limite du nombre quotidien de visiteurs sont strictement appliquées dans toutes les attractions touristiques afin de réduire les risques d'infection.

K. G.

Etats-Unis

Une "grave récession" pourrait faire plus de victimes que le Covid-19

Un confinement prolongé pourrait «détruire» les Etats-Unis et une «grave récession» pourrait en conséquence faire un nombre plus important de victimes que le nouveau coronavirus lui-même, a estimé le président américain Donald Trump.

M. Trump a mis en garde contre un confinement prolongé aux Etats-Unis, mesure qui a plongé l'économie dans la crise et pourrait selon lui «détruire» le pays. Le président a également assuré qu'il «adorerait» lever les restrictions contre le nouveau coronavirus d'ici le 12 avril pour les fêtes de Pâques. «On peut détruire un pays en le fermant de cette façon», a-t-il expliqué sur Fox News, estimant qu'une «grave récession» pourrait faire plus de victimes que le nouveau coronavirus. «On perd des milliers et des milliers de personnes chaque année à cause de la grippe, et on ne met pas le pays à l'arrêt», a-t-il souligné. «Mais on risque de perdre plus de personnes en plongeant le pays dans une récession grave ou une dépression», a dit le président américain, évoquant la possibilité de «milliers de suicides».

La grippe fait environ 37.000 morts en moyenne chaque année aux Etats-Unis, selon les médias. Le nouveau coronavirus a entraîné la mort de 600 personnes, avec près de 50.000 cas officiellement déclarés, selon le comptage de l'université John Hopkins. «Les gens peuvent retourner travailler et ils peuvent aussi faire preuve de bon sens en pratiquant la distanciation sociale et en suivant les conseils sanitaires», a encore indiqué Donald Trump.

Les mesures de confinement recommandées par le gouvernement, qui doivent durer jusqu'au début de la semaine prochaine, seront alors réévaluées, a-t-il assuré. «Nous allons rouvrir assez rapidement», a-t-il dit, estimant toutefois que les restrictions dureraient certainement «un peu plus longtemps» que les 15 jours initialement annoncés.

K. R.

PAROLES DE FEMMES

" La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie. "

Diane Beausacq

Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

Le bonheur, c'est un choix.

David Sandes

ACTU-FEMMES

Brigitte Macron confinée : comment elle garde le lien avec ses enfants et petits-enfants

Comme des millions de Français, Brigitte Macron observe le confinement depuis le 16 mars. Alors qu'elle ne quitte plus l'Elysée, l'épouse d'Emmanuel Macron s'organise néanmoins pour rester en contact avec ses 3 enfants et ses 8 petits-enfants. De la même façon qu'elle oeuvre avec son cabinet et la Fondation des Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France pour résoudre la crise sanitaire qui frappe le pays.



L'exemplarité. Plus que jamais, en ces temps de crise sanitaire, c'est bien ce qui la motive. Alors qu'Emmanuel Macron déplore que les Français ne respectent pas suffisamment la distanciation sociale et que la choléroquie administrée par l'iconoclaste professeur Didier Raoult ne s'est pas encore imposée comme le remède miracle contre le nouveau coronavirus, Brigitte Macron respecte l'obligation de confinement.

La Première dame fait partie des rares individus qui continuent de côtoyer le président à l'Elysée, transformé en palais fantôme. Pas de repli au Touquet ou à la Lanterne, lieux de villégiature des Macron. Une restriction de déplacements qui coûte à celle qui jurait qu'on ne l'enfermerait jamais à l'Elysée, mais qu'elle observe scrupuleusement. Plus de déjeuners privés au 55, rue du Faubourg Saint-Honoré, comme elle en a souvent organisé pour ses petits-enfants le mercredi, non plus. Brigitte Macron, qui a récemment démenti la rumeur selon laquelle elle avait été testée au Covid-19, maintient le contact avec ses trois enfants, Sébastien, Laurence et Tiphaine, et leurs familles, comme le reste des Français.

Selon nos informations, alors qu'elle n'a pas eu l'occasion de les revoir depuis leur week-end en famille au Touquet, les 14 et 15 mars derniers, l'épouse d'Emmanuel Macron appelle quotidiennement chacun de ses enfants. Le soir, tout comme Emmanuel Macron avec une partie du gouvernement, la Première dame, ses enfants et ses petits-enfants essaient de communiquer tous ensemble par visioconférence. Une méthode déjà rodée par Brigitte Macron avec Pierre-Olivier Costa et Tristan Bromet, directeur et chef de son cabinet qui travaillent depuis quelques jours depuis leurs domiciles.



Stress et kilos

On se détend !

Ceux qui ont tenté un régime en période de stress le savent, la mission est ardue. Hormonalement, physiologiquement, stress (à un niveau élevé) et minceur ne vont pas ensemble. Les raisons...

En vacances, le corps s'affine souvent par surplus d'activités mais aussi par relaxation. En effet, le stress, vrai moteur quand il est ponctuel, se révèle nocif quand il s'installe.

Le stress donne faim : Fatigué, préoccupé, on a tendance à chercher le réconfort dans la nourriture...sans y trouver ce qu'on y cherche. On engloutit mais la sensation de satiété n'arrive pas toujours. Le stress provoque un dérèglement hormonal : le corps veut puiser dans les réserves pour affronter les angoisses...pour mieux se remplir à nouveau en anticipation d'un nouveau pic...

L'anti-âge pour cheveux

À quoi ça sert ?

anti rides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtile. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ?

"Sans shampoing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine". Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in. Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique. La jeune femme a ciblé un besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage. Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

Quels sont les ennemis de la jeunesse du cheveu ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampoings détergents, les

Le stress crée des stocks de graisses :

C'est la conséquence du dérèglement évoqué plus tôt. Le corps réclame de la nourriture, non pour un effort immédiat mais en prévision d'une agression à venir. En bref, il joue les hamsters. Par ailleurs, le stress modifie le métabolisme des graisses et les fait davantage circuler dans le sang donc stocker.

Le stress fait prendre du ventre :

Il n'y a pas que la manque d'abdominaux, la ménopause ou la bière qui donnent du bidon. Le stress est également l'ennemi du ventre plat, ciblant l'abdomen comme l'a montré une étude de l'université de Yale comparant des femmes soumises à plus ou moins de pression.



colorations ... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

A quel âge vieillissent les cheveux ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

Comment trouve-t-on une solution à un facteur hormonal ?

Le manque de sommeil fait saliver :

En étudiant l'IRM d'hommes et de femmes dormant tantôt 4 heures tantôt 9 heures, des chercheurs américains ont pu mettre en évidence un lien entre sommeil et fringales. Le manque de repos provoque une plus grande activité neuronale face à un stimuli alimentaire.

Comment lutter :

Dormez, prenez votre temps, limitez la "consommation-stress". Cela signifie éviter les stimulants en se limitant à 2 à 3 cafés par jour. Privilégiez des temps de repas de 20 à 30 minutes plutôt qu'un grignotage express. En 10 minutes, le cerveau n'a pas pris en compte que vous vous alimentiez et réclame encore son dû !

Le soin cheveux anti âge à la Kératine est une solution uniquement extérieure, qui concerne l'aspect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résistant, qui est son ingrédient anticasse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

Un soin cheveux anti-âge pour quels effets ?

Immédiatement après le soin d'environ 45 minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

Bien manger pendant l'allaitement Les idées reçues !

Une femme qui allaite ne doit pas manger de chou et d'ail mais doit consommer des sardines et la soupe de lentilles ! Telles sont les affirmations que va entendre une femme qui donne le sein ! Car la nourriture pendant l'allaitement est l'objet de nombreuses idées reçues ! Voici le point sur ces fausses croyances. Du lait aromatisé ? Certains aliments donnent un goût au lait et des personnes ont décidé de les interdire arbitrairement, probablement parce qu'elles-mêmes ne les aimaient pas.

Dans une certaine mesure, l'alimentation de la mère qui allaite fait partie de l'éducation gastronomique de l'enfant qui sera amené à partager ultérieurement la cuisine familiale. La mise en garde contre la consommation de certains aliments est particulièrement savoureuse lorsqu'on l'étudie selon les époques et les pays. Aux Etats-Unis, c'est le chocolat qui est interdit car il donnerait la diarrhée ! En Nouvelle-Zélande, le chou et la soupe aux tomates sont déconseillés alors qu'en Italie la mère a droit à la tomate et aux aliments blancs à la couleur du lait (pâtes, vin blanc...) ! En France, on a l'habitude de prévenir les accouchées que certains aliments donnent un goût prononcé au lait : poireaux, céleri, choux-fleurs, asperges, ail, oignons, etc. Les écarter de façon péremptoire de la mère qui allaite relève de la dictature gustative ! Rien n'empêche les bébés d'apprécier le lait parfumé à l'ail ou aux asperges et il suffit d'ailleurs pour se convaincre de la susceptibilité gustative bizarre des bébés de goûter certains aliments pour nourrissons ! On se rend compte alors immédiatement de leurs capacités étonnantes à ingurgiter des aliments de saveur très... particulière !



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



Alger
Ensoleillé
Min 6 °C
Max 18 °C



Oran
Ensoleillé
Min 8 °C
Max 17 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 4 °C
Max 16 °C

Chine

Hantavirus, un expert rassure

Un expert chinois en maladies endémiques a affirmé qu'il existe un vaccin contre l'hantavirus, soulignant qu'il ne faut pas paniquer à propos de cette maladie, après le décès signalé suite à l'infection par ce virus. La maladie causée par l'hantavirus est une maladie infectieuse de catégorie B, a déclaré Zuo Shifu de l'Institut de contrôle et de prévention des maladies endémiques du Yunnan, dans la province du Yunnan (sud-ouest de la Chine), rapporte mercredi l'Agence Chine nouvelle. «Le Yunnan a signalé 1.231 infections par le hantavirus entre 2015 et 2019, avec un seul cas mortel», a-t-il expliqué. «Aucune transmission interhumaine n'a jamais été signalée, et il existe un vaccin contre cette maladie», a indiqué M. Zuo, ajoutant que «le public n'a pas à s'inquiéter». Un travailleur migrant du Yunnan est récemment mort dans la province du Shaanxi (nord-ouest), sur le chemin du retour au travail, et un test d'acide nucléique a révélé que le travailleur était positif au hantavirus. M. Zuo a expliqué que les modes de transmission de l'hantavirus comprenaient des sources animales, telles que les rats porteurs du virus, et les acariens présents chez les rats. Le taux de mortalité de cette maladie est d'environ 0,83% au cours des dix dernières années, a déclaré M. Zuo. Comme les conditions médicales se sont améliorées ces dernières années, la plupart des patients peuvent être détectés et guéris. «La toxicité du virus est faible, c'est la raison pour laquelle le taux de mortalité est faible», a-t-il ajouté.

S. M.

COVID-19

Des députés français veulent l'aide des médecins cubains

Une vingtaine de députés français de tous bords ont rédigé une lettre adressée au Premier ministre, Edouard Philippe, pour lui demander de solliciter Cuba afin que la France bénéficie d'une aide médicale pour combattre le coronavirus, selon des médias français. «Nous vous enjoignons de solliciter sans délai le gouvernement cubain pour disposer de ces moyens supplémentaires dans le cadre d'une collaboration internationale pour faire face à l'urgence», ont souligné dans le courrier adressé à Edouard Philippe. Selon le quotidien Le Figaro, la lettre a été envoyée le 21 mars par des signataires qui font partie du groupe d'amitié France-Cuba à l'Assemblée nationale. «Effectivement, Cuba a développé une expertise rare dans la gestion des crises d'épidémies sanitaires sur tous les continents. Cuba dispose de moyens humains experts prêts à partir», explique François-Michel Lambert, député ex-La République en marche et président du groupe d'amitié entre les deux pays, cité par Le Figaro. «Le gouvernement de Cuba se déclare prêt à envoyer une brigade médicale (en France) pour renforcer nos effectifs, notamment dans nos régions les plus affectées», indiquent les députés.

R. I.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

CORONA VIRUS: LE CONFINEMENT RESTE LE MEILLEUR MOYEN DE LUTTE !



Naâma

Trois narcotrafiquants arrêtés



Trois narcotrafiquants ont été arrêtés et 611 kg de kif ont été saisis, mardi, par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) en coordination avec les services des Douanes à Naâma, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau des drogues dans notre pays, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté en coordination avec les services des Douanes à Naâma (2^{ème} Région militaire), le 24

mars 2020, trois (3) narcotrafiquants saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 611 kilogrammes», précise le communiqué. Dans le même cadre, «un détachement de l'ANP a arrêté en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale à Sétif en (5^{ème} RM), huit (8) narcotrafiquants et saisi 85.290 comprimés psychotropes, quatre (4) véhicules et une somme d'argent s'élevant à quatre (4) milliards de centimes, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont appréhendé, à El-Tarf et Constantine (5^{ème} RM), huit (8) narcotrafiquants en possession de 8.076 comprimés psychotropes», note la même source. Par ailleurs, des détache-

ments de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Djanet (4^{ème} RM) et Tamanrasset (6^{ème} RM), 223 individus et saisi 35 groupes électrogènes, 21 marteaux piqueurs et 1.600 litres de carburants destinés à la contrebande». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, en coordination avec les services de la Sûreté nationale à Adrar (3^{ème} RM), trois (3) contrebandiers et saisi 114,9 tonnes de denrées alimentaires. De même, vingt-sept (27) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à In-Amenas (4^{ème} RM)», ajoute le communiqué.

O. N.

Ghardaïa

Démantèlement d'un réseau de déplacement de migrants clandestins

Un réseau impliqué dans l'organisation d'opérations de déplacement de migrants clandestins subsahariens du sud vers le nord du pays, moyennant des sommes d'argent, et la traite d'êtres humains, a été démantelé à Ghardaïa par les services de la Sûreté nationale, rapporte mercredi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Au cours d'un contrôle routinier effectué à l'entrée nord de la ville de Ghardaïa, sur un bus effectuant la liaison Ghardaïa/Alger, les policiers ont appréhendé neuf (9) individus de différentes nationalités subsahariennes entrés illégalement en Algérie, indique le communiqué. L'enquête menée dans le cadre de cette

affaire a permis l'arrestation du chauffeur, du receveur et un autre individu ayant des liens présumés avec l'organisation de la migration clandestine du Sud vers le Nord pour la somme de 3.000 DA par individu, est-il précisé. Présenté devant les instances judiciaires, les trois individus ont été sanctionnés d'une forte amende, selon le document, qui ne comporte aucune précision sur le sort réservé aux migrants clandestins. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les services de la DGSN pour lutter contre le phénomène de la migration clandestine et la traite des êtres humains, ajoute le communiqué.

S. O.

ACTU...

La situation vite maîtrisée et contrôlée Fuite sur un puits injecteur de gaz à Hassi Messaoud

Un incident sans gravité, n'ayant causé aucun dommage humain, a été provoqué mardi par une fuite de gaz sur un puits injecteur situé à Hassi Messaoud (wilaya de ouargla), une situation vite contrôlée, a affirmé la compagnie publique Sonatrach dans un communiqué. «Avant l'entame des travaux de routine sur le puits injecteur de gaz MD 244, situé à 15 km côté sud de la ville de Hassi Messaoud, les équipes d'intervention opérationnelles de Sonatrach avaient constaté une fuite de gaz qui avait pris feu par la suite» précise la même source. La compagnie assure que «toutes les dispositions techniques et de sécurités afférentes à ce type d'incident ont été engagées pour le contrôle de la situation» et précise qu'«aucun dommage humain n'a été enregistré».

T. L.

Ouled Fayet (Alger)

Arrestation de deux individus pour tentative de cambriolage

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) ont arrêté au cours des dernières 24 heures deux individus ayant tenté de cambrioler un magasin à Ouled Fayet (Alger Ouest), indique mardi un communiqué des mêmes services. «Après avoir reçu un appel sur le numéro vert de la GN faisant état d'une tentative de cambriolage d'un magasin à la commune d'Ouled Fayet par une bande criminelle bardée d'armes blanches, les éléments de la brigade territoriale de la GN d'Ouled Fayet, appuyés des éléments de la section de sécurité et d'intervention (SSI) de Chéraga, ont réussi à arrêter les deux suspects et saisir deux bouteilles de gaz butane et des armes blanches utilisées dans des opérations de cambriolage et d'agression», précisé le communiqué. Les deux mis en cause ont été conduits vers le siège de la section pour enquête. Ils seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Chéraga, conclut le communiqué.

Y. K.

Coronavirus

La République tchèque retire ses soldats d'Irak

L'armée tchèque a annoncé mardi le retrait de ses 30 soldats des missions en Irak pour des raisons de sécurité et de propagation du nouveau coronavirus. «Un Airbus A-319 militaire avec 30 soldats de l'armée tchèque ... en provenance d'Irak a atterri mardi soir à l'aéroport (militaire) de Prague-Kbely», a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué. Les forces tchèques en Irak comprenaient des soldats déployés dans le cadre de l'opération Inherent Resolve, de la mission de l'Otan dans ce pays, ainsi que de l'entraînement chimique et de la police militaire. «Nous retirons temporairement nos soldats en raison des restrictions importantes (imposées, ndr) aux tâches opérationnelles», a déclaré le général Josef Kopecky. «Les raisons en sont des menaces pour la sécurité, l'épidémie actuelle de coronavirus et aussi la restructuration prévue des deux missions», a-t-il ajouté. Dimanche, l'Irak a imposé à l'échelle nationale des mesures très strictes contre le nouveau coronavirus, faisant état de 20 décès et 233 cas confirmés de la maladie Covid-19. Mardi, la République tchèque comptait 1.394 cas de contamination et deux décès.

R. Y.